



---

**Commission économique pour l'Europe**

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

**Comité d'examen du respect des dispositions****Soixante-et-onzième réunion**

Genève (en ligne), 7-9 juillet 2021

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

**Adoption de l'ordre du jour****Ordre du jour provisoire annoté de la soixante-et-onzième réunion**

**Qui se tiendra virtuellement, et s'ouvrira le mercredi 7 juillet 2021 à 9 heures \***

**I. Ordre du jour provisoire**

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Faits nouveaux survenus depuis la précédente réunion du Comité.
3. Questions découlant des réunions précédentes.
4. Demandes soumises par des Parties concernant d'autres Parties.
5. Demandes soumises par des Parties concernant la manière dont elles s'acquittent de leurs propres obligations.
6. Questions renvoyées par le secrétariat.
7. Demandes émanant de la Réunion des Parties.
8. Demandes de conseils ou d'assistance soumises par les Parties.
9. Communications émanant du public.
10. Questions découlant des décisions de la Réunion des Parties y compris le suivi des cas de non-respect des dispositions.

---

\* Les participants sont priés de s'inscrire en ligne **avant le 30 juin 2021**, en utilisant le lien ci-après : <https://indico.un.org/event/35893/>. En cas de difficultés, veuillez contacter le secrétariat de la Convention par courriel à [aarhus.compliance@un.org](mailto:aarhus.compliance@un.org).



11. Prescriptions relatives à la présentation de rapports.
12. Programme de travail et calendrier des réunions.
13. Questions diverses.

## **II. Annotations**

### **1. Adoption de l'ordre du jour**

Le Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) sera invité à adopter l'ordre du jour reproduit dans le présent document en tenant compte de toute question que les observateurs présents à la réunion souhaiteraient voir examiner<sup>1</sup>.

### **2. Faits nouveaux survenus depuis la précédente réunion du Comité**

Le Comité sera invité à procéder à un échange d'informations sur les faits nouveaux survenus depuis la réunion précédente qui ne sont pas traités au titre d'autres points de l'ordre du jour.

### **3. Questions découlant des réunions précédentes**

Le Comité se penchera sur des questions découlant de ses réunions précédentes qui ne sont pas traitées au titre d'autres points de l'ordre du jour.

### **4. Demandes soumises par des Parties concernant d'autres Parties**

Le Comité examinera, conformément aux procédures applicables, toute demande soumise par une Partie au sujet du respect par une autre Partie de ses obligations au titre de la Convention d'Aarhus, comme prévu au paragraphe 15 de l'annexe de la décision I/7 de la Réunion des Parties à la Convention (ECE/MP.PP/2/Add.8). Dans ce cadre, le Comité poursuivra ses délibérations concernant la demande ACCC/S/2015/2 soumise par la Lituanie concernant le Bélarus.

### **5. Demandes soumises par des Parties concernant la manière dont elles s'acquittent de leurs propres obligations**

Le Comité examinera, conformément aux procédures applicables, toute demande présentée par une Partie concernant la manière dont elle s'acquitte de ses propres obligations au titre de la Convention, comme prévu au paragraphe 16 de l'annexe de la décision I/7.

### **6. Questions renvoyées par le secrétariat**

Conformément aux procédures applicables, le Comité examinera toute question renvoyée par le secrétariat concernant l'éventuel non-respect par une Partie de ses obligations au titre de la Convention, comme prévu au paragraphe 17 de l'annexe de la décision I/7.

---

<sup>1</sup> La documentation de la réunion est disponible à l'adresse suivante : <https://unece.org/environmental-policy/events/seventy-first-meeting-compliance-committee-aarhus-convention>.

## **7. Demandes émanant de la Réunion des Parties**

Conformément aux procédures applicables, le Comité examinera toute demande émanant de la Réunion des Parties concernant le non-respect par une Partie de ses obligations au titre de la Convention, comme prévu au paragraphe 13 b) de l'annexe de la décision I/7. Dans ce cadre, le Comité examinera toute nouvelle information reçue à propos de la demande ACCC/M/2017/2 relative au Turkménistan et de la demande ACCC/M/2017/3 relative à l'Union européenne.

## **8. Demandes de conseils ou d'assistance soumises par les Parties**

Conformément aux procédures applicables, le Comité examinera toute demande de conseils ou d'assistance soumise par des Parties concernant l'application de la Convention, comme prévu aux paragraphes 13, 36 et 37 a) de l'annexe de la décision I/7.

## **9. Communications émanant du public**

Conformément aux procédures applicables, le Comité est chargé d'examiner les communications émanant du public, comme prévu au chapitre VI de l'annexe de la décision I/7. Dans ce cadre, le Comité :

a) Poursuivra ses délibérations sur les communications ACCC/C/2013/90 (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), ACCC/C/2014/105 (Hongrie), ACCC/C/2014/112 (Irlande), ACCC/C/2014/113 (Irlande), ACCC/C/2014/118 (Ukraine), ACCC/C/2014/119 (Pologne), ACCC/C/2014/120 (Slovaquie), ACCC/C/2014/124 (Pays-Bas), ACCC/C/2015/126 (Pologne), ACCC/C/2015/130 (Italie), ACCC/C/2015/131 (Royaume-Uni), ACCC/C/2015/132 (Irlande), ACCC/C/2015/133 (Pays-Bas), ACCC/C/2015/134 (Belgique), ACCC/C/2016/137 (Allemagne), ACCC/C/2016/138 (Arménie), ACCC/C/2016/139 (Irlande), ACCC/C/2016/140 (Roumanie), ACCC/C/2016/142 (Royaume-Uni), ACCC/C/2016/143 (Tchéquie), ACCC/C/2016/144 (Bulgarie), ACCC/C/2017/147 (République de Moldova) et ACCC/C/2017/156 (Royaume-Uni) en séance privée en vue d'arrêter la version définitive des projets de conclusions ou d'établir la version finale de ses conclusions et de les adopter, selon le cas ;

b) Examinera toute nouvelle information concernant les communications ACCC/C/2017/146 (Pologne), ACCC/C/2017/148 (Grèce), ACCC/C/2017/149 (Grèce), ACCC/C/2017/150 (Royaume-Uni), ACCC/C/2016/151 (Pologne), ACCC/C/2017/153 (Espagne), ACCC/C/2017/154 (Pologne), ACCC/C/2018/158 (Pologne), ACCC/C/2017/159 (Espagne), ACCC/C/2018/161 (Bulgarie), ACCC/C/2019/162 (Danemark), ACCC/C/2019/163 (Autriche), ACCC/C/2019/164 (Irlande), ACCC/C/2019/168 (Islande), ACCC/C/2019/173 (Suède), ACCC/C/2019/174 (Suède), ACCC/C/2020/177 (Bosnie-Herzégovine), ACCC/C/2020/178 (Allemagne), ACCC/C/2020/179 (Serbie), ACCC/C/2020/181 (Pays-Bas), ACCC/C/2020/182 (Biélorus) et ACCC/C/2020/183 (Espagne) ;

c) Examinera toute nouvelle communication reçue avant le 26 mai 2021, en particulier en ce qui concerne la recevabilité, et toute question qui pourrait être soulevée avec la Partie concernée ou avec l'auteur de la communication.

## **10. Questions découlant des décisions de la Réunion des Parties y compris le suivi des cas de non-respect des dispositions**

Le Comité examinera tout fait nouveau lié à la mise en œuvre des décisions VI/8 a) à e) et g) à k) de la Réunion des Parties (ECE/MP.PP/2017/2/Add.1).

## **11. Prescriptions relatives à la présentation de rapports**

Dans le cadre du mandat que lui confère le paragraphe 35 de l'annexe de la décision I/7 (ECE/MP.PP/2/Add.8), le Comité discutera de l'élaboration du rapport sur ses activités et fera les recommandations qu'il jugera appropriées, pour présentation à la Réunion des Parties à sa soixante-dixième session.

## **12. Programme de travail et calendrier des réunions**

Le Comité examinera et arrêtera son programme de travail et fixera les dates de ses réunions futures.

## **13. Questions diverses**

Actuellement, le secrétariat n'a pas de questions à proposer au titre de ce point.

---